

Édito

Quand la Palestine sera-t-elle libre ?

par **Hassan BALAWI**
diplomate,
notre prochain conférencier

Le 29 novembre 1947, l'assemblée générale de l'ONU décide par sa résolution 181, le partage la Palestine, qui ne lui appartient pas, en deux États, « l'un juif et l'autre arabe », instaurant ainsi une injustice historique flagrante car elle s'opère sans que le peuple palestinien soit consulté.

suite page suivante

Il est encore temps pour
Adhérer / Renouveler

votre participation pour l'année 2014 / 2015

Voir bulletin d'inscription (ou de réinscription) en dernière page

Soutenez l'association

en complétant votre engagement **dès aujourd'hui**
par un don bénéficiant de la déduction fiscale **en 2014.**



Les 5^{èmes} Rencontres de Cybèle

Compte-rendu dans une prochaine lettre.



en ligne, à **écouter dès maintenant**,
l'interview de notre intervenante

Aïcha BARKAOUI
par **Éric BATAILLON**
journaliste à RFI

suivre le lien :

<http://www.rfi>

PROCHAINE CONFÉRENCE

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

page 3

CONFÉRENCES PROGRAMMÉES

page 4

TRANS-MAGHREB EXPRESS. L'AUTOROUTE INACHEVÉE

par de Florence Aubenas,
journaliste au Monde pages 5 à 8

NOS CONFÉRENCIERS ONT PUBLIÉ

pages 9 et 10

UN ROMAN À DÉCOUVRIR

page 11

La lettre mensuelle vous informe sur les activités de l'association, les conférences programmées, les événements concernant la Méditerranée. Des parutions de personnalités œuvrant pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée, vous y sont proposées.

Association EUROMED-IHEDN chez COUSTILLIÈRE
48, rue Gimelli - 83000 TOULON
Tél : 06 34 19 28 79

Contact entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

Site www.euromed-ihedn.fr

Président : Jean-François Coustillière
Chargé de communication : Daniel Valla



Quand la Palestine sera-t-elle libre ?

suite de l'Édito

Au cours de l'année 1948, les Palestiniens subissent plusieurs massacres – comme le reconnaissent aujourd'hui, des nouveaux historiens israéliens – perpétrés par des organisations militaires sionistes et sont spoliés de leurs droits fondamentaux ainsi que de leurs biens et de leur terre.

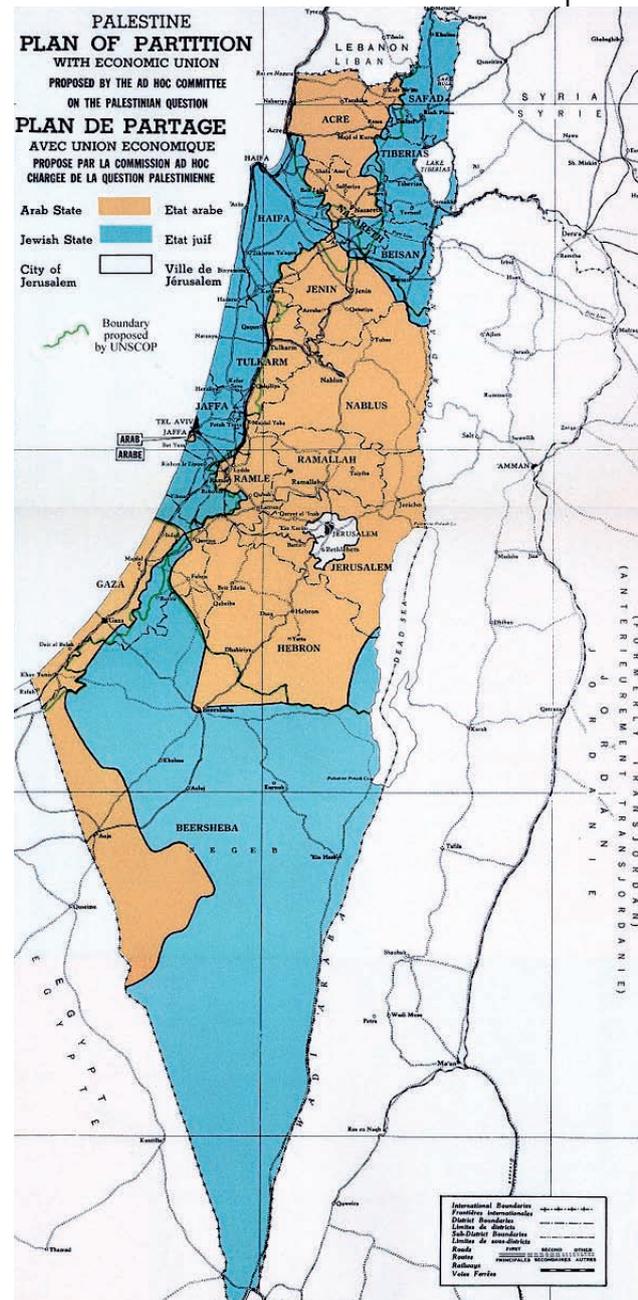
Plus de 800.000 prennent la route de l'exil forcé et se retrouvent dans des camps de réfugiés en Palestine même et dans les pays arabes limitrophes, plus de 500 villages sont détruits et toute une société est déracinée et anéantie.

L'organisation de libération de la Palestine (OLP), créée en 1964 devient au fil des années le représentant unique du peuple palestinien. Le 15 novembre 1998, son Conseil National adopte la déclaration de l'Indépendance de l'Etat de Palestine et le programme politique demandant l'application des résolutions de l'ONU relatives à la question de la Palestine, notamment la résolution 242 du Conseil de sécurité qui stipule la fin de l'occupation (en juin 1967) de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et la création d'un Etat palestinien sur ce territoire représentant 22% de la terre de la Palestine mandataire .

Le processus de paix entamé en octobre 1991 sous le contrôle des États-Unis et puis les accords d'Oslo en 1993, ont échoué parce qu'ils n'ont pas mis un terme à l'occupation bien au contraire ils n'ont fait que la renforcer : plus de colonisation, construction d'un mur de séparation renforçant, entre autres, l'isolement de Jérusalem, et blocus de Gaza qui a subi trois guerres meurtrières en l'espace de 6 ans, guerres menées par la 5ème puissance militaire mondiale...

Aujourd'hui, en décembre 2014 et 67 ans après, l'Etat de Palestine n'existe pratiquement pas en terre de Palestine et il n'est vraiment plus logique de continuer un soi-disant processus de paix, qui tente, depuis plus de 23 ans, d'associer occupation et paix. Il faut choisir entre les deux : c'est à Israël et à la communauté internationale de faire ce choix.

La France, patrie des droits de l'Homme et de la Révolution et l'Europe ont une responsabilité lourde sur un plan moral et historique dans le drame palestinien. Ils doivent l'assumer pour que la paix, indissociable de la justice puissent être instaurées sur la Terre de Palestine.





Les entretiens d'Euromed-IHEDN

Prochaine conférence ouverte à l'inscription

L'inscription est obligatoire (Plan Vigipirate activé). Vous pouvez vous inscrire dès maintenant.

Par courriel : entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr ou par téléphone au 06 34 19 28 79

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site www.euromed-ihedn.fr

notre invité

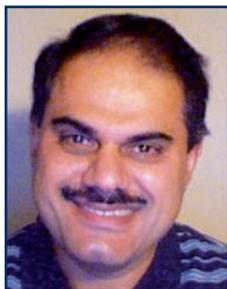
sera **Hassan BALAWI**, *Diplomate*

Responsable de la Mission de Palestine auprès de l'Union Européenne, de la Belgique et du Luxembourg et Responsable des relations bilatérales avec la Belgique et le Luxembourg .

A publié «Gaza : dans les coulisses du mouvement national palestinien», Édition Denoël.

sur le thème :

Les enjeux palestiniens



Hassan BALAWI travaille depuis 1991 pour l'Organisation de Libération de la Palestine et également pour l'Autorité Nationale Palestinienne comme journaliste. Il occupe également les fonctions de membre de la Présidence Palestinienne à Gaza.

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration

Ancien directeur du programme francophone au sein de la télévision palestinienne, il est également en charge, depuis août 2006, de la communication à la Mission de Palestine en France ainsi qu'auprès de l'UNESCO.

Il devient conseiller au ministère palestinien des Affaires étrangères à Ramallah, et y occupera les fonctions de directeur à la Direction des expatriés.

Au moment où certaines nations européennes s'interrogent face à la reconnaissance officielle de la Palestine, comme membre de l'ONU, il importe de s'interroger sur le devenir de cet état qui est déjà membre de l'UNESCO et membre observateur de l'ONU.

La Palestine pourra-t-elle devenir un État à part entière ?

La question se pose aujourd'hui dans des termes de plus en plus percutants.

À MARSEILLE

Lundi 15 décembre

amphithéâtre de l'Ecole de la Deuxième Chance
360, chemin de la Madrague-Ville / pl. des Abattoirs
MARSEILLE 15ème.

Date limite d'inscription à la conférence : vendredi 12 décembre

Un dîner est organisé autour de notre invité

Nombre de places limité : inscription jusqu'au mercredi 10 décembre
Le montant du dîner est de 32 €.
Les chèques sont à libeller au nom de :
Restaurant LES ARCENAUUX .

À PARIS

Mercredi 17 décembre

amphithéâtre Suffren, à l'Ecole militaire.

**Date limite d'inscription à la conférence :
vendredi 12 décembre**

**Pensez à communiquer votre date de naissance lors de
votre inscription : plan vigipirate renforcé oblige.**

**Un dîner est organisé autour de notre invité
au Cercle de l'Ecole militaire,**

Nombre de places limité :
inscription jusqu'au mercredi 10 décembre
Le montant du dîner est de 40 €.
Les chèques sont à libeller au nom de :
Association Euromed-IHEDN.



Les entretiens d'Euromed-IHEDN

Conférences au programme du cycle 2014/2015

Les dates et les thèmes sont maintenant définis.

Vous en trouverez les évolutions dans nos prochaines Lettres Mensuelles et sur le site www.euromed-ihedn.fr



Lundi 12 janvier à Marseille
Mercredi 14 janvier à Paris

**Proche et Moyen Orient :
entre grandes puissances
et puissances régionales**
par Antoine SFEIR

*Directeur de la rédaction des Cahiers de l'Orient, président du CERPO.
Membre du Conseil Scientifique de Euromed-IHEDN.*



Lundi 2 février à Marseille
Mercredi 4 février à Paris

**La rivalité
Iran / Arabie Saoudite :
une question religieuse,
politique, stratégique
ou de société ?**
par Bernard HOURCADE

Directeur de recherche émérite au CNRS, ancien directeur de l'Institut Français de recherche en Iran et de l'équipe de recherche "Monde iranien". Bernard Hourcade a réalisé de nombreuses études sur la géographie sociale, culturelle et politique de l'Iran. Il est par ailleurs l'auteur de plusieurs essais dont «Géopolitique de l'Iran».



Lundi 16 mars à Marseille
Mercredi 18 mars à Paris

**Eau, terres et pouvoirs
au Proche Orient**
par Pierre BLANC

Ingénieur en chef des Ponts, des Eaux et des Forêts, Pierre BLANC est également docteur en géopolitique et maître es sciences. Enseignant-chercheur à Bordeaux sciences agro et sciences po Bordeaux (LAM), il est également consultant pour le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM). Il enseigne dans plusieurs instituts ou universités en France, en Italie et au Liban. Il est actuellement rédacteur en chef de la revue Confluences Méditerranée et directeur de la "Bibliothèque de l'Iremmo".

Ce programme est très marqué par l'actualité et pas aussi divers que les autres années. Ceci s'explique par la gravité de la situation mais aussi par la complexité des rapports de force. Pour se forger une opinion il est nécessaire d'avoir non seulement des avis différents mais aussi des éclairages de niveaux divers.

Conférences suivantes :



Lundi 13 avril à Marseille
Mercredi 15 avril à Paris

**Le Maghreb :
facteurs d'unité et de désunion**
par Flavien BOURRAT



Mercredi 6 mai à Paris
Lundi 11 mai à Marseille

**(In)sécurités alimentaires
et rurales au Sud
et à l'Est de la Méditerranée**
par Sébastien ABIS



Lundi 15 juin à Marseille
Mercredi 17 juin à Paris

**La voile latine,
symbole de la complexité
et de la diversité
méditerranéenne**
par Hubert POILROUX-DELEUZE



Le Monde

Trans-Maghreb Express. L'autoroute inachevée

Par Florence Aubenas, dans le quotidien Le Monde

De Tanger à Tripoli, la journaliste Florence Aubenas a traversé le Maghreb et ses frontières.
Une épopée à découvrir en six épisodes



DR Bachir Belhaj pour « Le Monde »

L'autoroute Est-Ouest devait être le symbole d'une Algérie ambitieuse.

Huit ans plus tard, elle n'est pas terminée.

Les premiers kilomètres sont trompeurs pour qui prend le volant à partir d'El-Issa, à l'extrême ouest de l'Algérie. C'est même à s'y méprendre : on croirait rouler sur une autoroute, toute neuve, une vraie, avec son revêtement, ses rocade, ses panneaux.

Les premiers signes apparaissent au bout d'une demi-heure, ce groupe d'hommes, par exemple, qui agitent les bras comme des naufragés sur la bande d'arrêt d'urgence. Ils demandent « de l'eau, de l'eau ». Sitôt bu, ils m'engueulent. « C'est très dangereux de s'arrêter sur l'autoroute Est-Ouest quand les gens vous font des signes. » Puis ils se présentent : ils sont balayeurs d'autoroute.

« Ce métier n'existe pas », je leur dis.

C'est une blague, j'en suis sûre, les Algériens ont un génie de l'absurde, capable de tourner les choses les plus sinistres en chef-d'œuvre d'humour.

« Ça n'existe pas sauf en Algérie, rectifie l'un. Chaque équipe balaie 30 km par semaine, toujours les mêmes. »

Il a raison. La chaussée est tordue, une malfaçon, les machines n'arrivent pas à la nettoyer. Les balayeurs montrent l'asphalte tout juste posé et déjà crevassé, la signalisation en désordre où les kilomètres augmentent au lieu de décroître, et préviennent qu'un peu plus loin, du côté d'Aïn Nehala, la route vient de s'affaisser. Puis, triomphants, ils concluent : « Le tronçon où nous sommes est le plus réussi. » Je leur demande jusqu'où va l'autoroute. « Personne ne sait où elle peut vous conduire. Bon voyage. »

Un montre nourri de pétrole, d'arnaques et de scandales

Le voyage ? Il suffit de se laisser glisser, croit-on, sur 970 km de bitume, d'un bout à l'autre de l'Algérie, du Maroc à la Tunisie. Lancée en 2006 sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika, l'autoroute Est-Ouest devait être le symbole d'un pays ambitieux qui se reconstruit après une décennie sanglante, une bravade face à tous les « printemps arabes » qui ont secoué la région, partout sauf en Algérie. Huit ans plus tard, toujours pas terminée, l'autoroute se révèle une des plus chères du monde. Mais surtout elle

est devenue un monstre familier, nourri de pétrole, d'arnaques, de scandales, et dont toute l'Algérie se délecte des caprices.

La première étape doit être Oran, forcément, la grande ville de l'Ouest. Tout le monde me l'a répété avant mon départ, même Omar Benderra, économiste de talent, qui n'a pas mis les pieds dans son pays depuis plus de vingt ans. Benderra est un des premiers à avoir été contraint à l'exil, au début des années 1990, quand l'Algérie commençait à s'enfoncer dans la « sale guerre », prise en tenailles entre l'islam politique et le régime des généraux, entre le terrorisme et la lutte antiterrorisme. Ça a duré dix ans, 200 000 morts. À l'époque, je débutais en Algérie et Omar voulait me laisser entrevoir la violence qui imprègne toute situation là-bas. Il avait commencé ainsi : « La première fois que j'ai vu une femme nue, elle était morte. J'avais 7 ans. »

L'autre soir – c'était il y a quelques semaines, juste avant ce voyage au Maghreb –, nous parlions de nouveau avec Omar de violence et d'Algérie. Mais la violence de l'argent cette fois, un ouragan de milliards : dans les années 2000, la hausse du baril de pétrole – passé de 40 à 140 dollars – a catapulté l'Algérie du rang de nation surendettée à celui de grand argentier de la Banque mondiale. Cette manne soudaine a, paradoxalement, dévoilé le pays : pas de logements, pas de routes, un chômage que personne ne se risque plus à recenser, aucun investissement public depuis vingt-cinq ans. « Sans cet afflux de dollars, je ne sais pas si l'Algérie existerait encore, dit Omar. À Oran, tu sentirais l'argent, c'est la cité des milliardaires. »

« Braquage à l'envers »

Ça y est, je suis à Oran, dans le hall de l'Hôtel Sheraton, construit tout en verre au moment du boom pétrolier. « Un miracle », répète en boucle le personnel, comme pour s'en convaincre. « Qui bâtirait dix-huit étages en verre dans un pays qui



Le Monde **Trans-Maghreb Express. L'autoroute inachevée**

Par Florence Aubenas, dans le quotidien Le Monde

redoute encore les attentats ? » En face de moi, la responsable d'une banque internationale chipote un mini-croissant. En Algérie, elle a découvert ce qu'elle appelle « les braquages à l'envers ». D'habitude, un voyou fait irruption dans une agence et ressort avec les billets, la scène est connue. Ici, c'est l'inverse. Quelqu'un entre, traînant des sacs-poubelle (« *Car ces gens-là utilisent toujours des sacs-poubelle* », note doucement la banquière). Il les vide sur le comptoir : des millions de dinars, en cash. L'Algérie n'exige aucun justificatif de provenance. La banquière est songeuse : « *Ce serait un formidable paradis fiscal si le pays était fiable, mais les circuits parallèles ont pris tant d'importance qu'ils ont fini par remplacer presque totalement les règles officielles. Aujourd'hui, en Algérie, la normalité, c'est l'illégal.* »

Autour de nous, les seuls à avoir l'air riches sont les étrangers, costume et bijoux de prix, comme les deux businessmen indiens à la table à côté. Ils vendent de la viande de buffle à un mince jeune homme en polo, qui annonce : « *J'en voudrais quatorze conteneurs congelés et cinq sous vide. Vous avez des petits pois aussi ?* » Il les regarde à peine : il a toujours méprisé secrètement ceux qui, comme ces Indiens, flambent en fringues ou en grands hôtels. « *Des pigeons* », il pense. L'argent ne se montre pas ici, ou alors seulement pour les mariages et les voitures. Qui oserait étaler ses richesses quand on ne sait pas de quoi demain sera fait ? Aucun Algérien n'investit plus chez lui, et les étrangers encore moins : la loi du 51/49 les contraint de laisser à l'État la majorité du capital. Les capitaux partent à Dubaï, parfois à Paris, l'habitude. Au noir, bien sûr. Et le pays s'est transformé en épicerie géante, entièrement approvisionné de l'extérieur, où les habits, la nourriture, les équipements sont déchargés par conteneurs pour 38 millions d'habitants.

« Ma part de pétrole »

Sur le parking, Samia aussi attend des fournisseurs, mais brésiliens. « *Les décideurs algériens, qui trustaient jusque-là*

les importations, ne pouvaient plus continuer à manger tout seuls. Trop d'argent. On a fait notre "printemps arabe" à nous : vous voulez garder le pays ? D'accord, mais il faut revoir la distribution. Moi aussi je veux ma part de pétrole. » « *Ma part* » : c'est l'expression du moment, celle qu'on entend scander dans l'Algérie entière, de bas en haut. Samia lève les yeux au ciel. « *Ça devient pénible d'ailleurs !* » Et sur le ton de la ménagère au marché, elle se plaint de « *l'augmentation de la corruption* » : « *Les cadres de l'administration se tirent la concurrence entre eux, du genre "j'ai eu mieux que toi". Il leur faut toujours plus d'argent, plus de portables.* »

Elle joue avec les clés de sa Mercedes, n'arrive pas à partir. Où irait-elle ? Et pour quoi faire ? « *Le problème, c'est l'ennui* », dit-elle. Abyssal. Étouffant. « *Même pas un centre commercial comme au Maroc.* » Il faut aller à Paris pour le shopping, à Hammamet pour s'amuser. Aujourd'hui, son cours de fitness est déjà terminé (« *Je le fais au club de l'hôtel, il y a moins d'Algériens* »). Son cours d'espagnol ne commence qu'à 18 heures. Tout le monde s'y rue. Avec l'effondrement de l'immobilier en Espagne, les villas en Andalousie se vendent au prix d'un F2 ici. Madrid facilite les visas en prime, pour doper le marché. Samia pense que maintenant elle est parée, des papiers et un toit à l'étranger, des fortunes planquées chez elle – en euros ou en dollars bien sûr, selon le marché noir. Comme si elle devait s'enfuir dans la nuit. Omar Benderra m'avait prévenue : « *Les Algériens n'ont pas confiance en leur propre pays.* »

Je voudrais que Samia me parle de l'autoroute Est-Ouest. Le projet a été attribué en 2006 à deux consortiums, l'un chinois, l'autre japonais, pour 11 milliards de dollars – on en est déjà à 18. Des tronçons entiers restent à faire ou à refaire.

Seulement six stations-services

« *L'autoroute Est-Ouest ?*, répète Samia. *C'est comme le reste, une réalisation livrée clés en main, confiée à ceux qui garantissaient le maximum de commissions. Les Chinois n'ont pas eu de chance, les pauvres. Ils ont été corrects,*

bakchichs payés, travail terminé, mais deux réseaux de corruption rivaux se sont balancés entre eux. Les Japonais, c'est pire. » Elle s'interrompt. Finalement, elle a besoin d'un shampoing. « *Rappelez-moi.* » Son portable ne répond plus.

Sur l'autoroute, un panneau indique « *Prudence, le danger est plus rapide* ». Un autre : « *Conduire est un plaisir, un art, une éducation* ». On a faim. On a soif. On n'a plus d'essence. Depuis que je suis en Algérie, les stations-service deviennent une obsession. Six seulement ont été construites sur les quarante-deux prévues le long de l'autoroute. « *Chaque équipement suscite son appel d'offres et donc ses propres commissions : visiblement, les responsables ne sont toujours pas d'accord sur ce dossier* », m'avait expliqué Lyas, jeune journaliste à Alger, un des meilleurs spécialistes du dossier.

Finalement, une pompe apparaît, du côté de Chlef. Une mariée en robe blanche fait la file aux toilettes, son voile étendu sur le sèche-mains, tandis que la « *dame pipi* » lance de puissants youyous. Sur le parking, des familles boivent le café, certaines venues seulement « *en visite sur l'autoroute* ». Une infirmière de la région commente l'installation d'un fleuriste près de chez elle. « *Un fleuriste, vous imaginez ! Il devait y en avoir deux dans tout Alger il y a quinze ans.* » Soupçons d'aise.

Avant, elle avait d'autres préoccupations, par exemple, les coupures incessantes d'eau et d'électricité. Il ne reste plus que celles du gaz, dont le pays est producteur. « *Pour une Française qui se chauffe chez elle au gaz algérien, ça doit paraître bizarre. Pour nous, non. C'est normal.* » Son mari, employé au tribunal, a été augmenté de 100 % en 2011, avec rattrapage sur deux ans, comme toute la fonction publique. C'était en plein « *printemps arabe* », le régime algérien a lâché beaucoup, très vite. « *On a même pas eu besoin de faire une émeute* », dit le mari. Dans son service, la plupart des collègues considèrent leur salaire, non plus comme la contrepartie d'un travail, mais comme « *leur part* ». Lui aussi. Les ventes de voitures ont presque doublé en deux ans, tout le monde a voulu la sienne. Lui aussi.



Le Monde **Trans-Maghreb Express. L'autoroute inachevée**

Par Florence Aubenas, dans le quotidien Le Monde



Pendant ce printemps-là, en 2011, la presse internationale harcelait au téléphone les militants à Alger, persuadée que le pays serait le premier à exploser. « À la première manifestation, on était 3 000 peut-être, se souvient Moumen Khelil, de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme. *Les passants s'arrêtaient pour nous insulter. À l'étranger, personne ne voulait me croire.* » Même les lois, adoptées dans la foulée pour restreindre la liberté d'association et de manifestation, sont passées presque inaperçues.

Un peu plus loin, après Alger, une petite ville derrière un pont, au milieu des oliviers. Visiblement, l'arrêt d'autobus est l'endroit où s'afficher. Les jeunes gens parlent de l'Ansej, cette agence qui dispense un crédit pour aider les moins de 35 ans à monter une microentreprise. « Grâce à la campagne présidentielle, on l'a tous eu », dit un chômeur. Théoriquement, il faut rembourser. Il ne le fait pas. « J'y ai droit, c'est ma part », proteste le chômeur. Il n'a pas voté Bouteflika. D'ailleurs, personne ne lui a demandé. Ce qui compte, « c'est que le pays reste tranquille », affirme un étu-

diant. Pour toucher le crédit de l'Ansej, « il faut un piston, ce qui implique une chaîne de cinq ou six personnes à mobiliser, puis à récompenser. L'argent circule un peu. Ça occupe. Ça calme. »

C'est en allant vers Constantine que le voyage commence à se gâter. Après le tronçon chinois à l'ouest, les 400 km restants ont été attribués au consortium japonais Cojaal. On croise des convois de fortune, automobiles et camions se collant en cortège prudent derrière un véhicule qui paraît connaître les ruses. Entre soi, on se téléphone pour se signaler les dangers, ce bout de bitume déchiré où trois colonels se sont tués la semaine précédente, cet accotement devenu célèbre pour ses attaques de voitures. La route est parsemée des signes de sa propre débâcle, entrepôts à l'abandon gardés par des hommes en armes, flottille d'engins qui rouillent. Cojaal est rentré au Japon.

Ruines et immeubles en construction

Dans le paysage vide, ces ruines jurent étrangement avec des immeubles en construction, ou tout juste terminés, tours surgies du néant, plantées en plein champ entre le ciel et l'autoroute. Le problème du logement est le premier motif d'émeutes à travers le pays, il en manque cinq millions. Abdelaziz Bouteflika a promis que son prochain mandat, le quatrième, résoudrait la crise de l'habitat.

À la Boule, sur les hauteurs de Constantine, le déménagement du bidonville s'est passé au petit matin, il y a quelques mois. La police, la gendarmerie, les brigades antiémeute encerclent les cahutes. Les gens sortent, effarés. « Montez dans les camions », ordonne un gradé. Le chef de daïra, un équivalent du sous-préfet, regarde de loin sans oser s'avancer. À vrai dire, le relogement avait été annoncé quelques jours plus tôt, mais qui était assez fou pour y croire ? Depuis cinq ans, date de la présidentielle précédente, un fonctionnaire passait régulièrement, jurant que des appartements allaient être attribués.



Le Monde **Trans-Maghreb Express. L'autoroute inachevée**

Par Florence Aubenas, dans le quotidien Le Monde

Ce matin-là, le convoi démarre. Ceux qui se retournent aperçoivent les bulldozers qui s'avancent déjà vers les baraques. Certains n'ont aucune idée de l'endroit où ils sont conduits. Tous sont nés au bidonville et y ont toujours vécu. Les camions s'arrêtent à Ali-Mendjeli, une ville nouvelle, à 25 km de Constantine. Les immeubles sont plantés par lots, accolés les uns aux autres comme au jugé, sans véritables rues ni éclairage, hormis deux grandes artères qui transpercent l'ensemble de part en part. Un numéro d'appartement est attribué à chaque famille. On grimpe les étages, encadrés de policiers. Au troisième, quelqu'un proteste qu'il préférerait un rez-de-chaussée, son père est handicapé. Le gradé se fâche : « *Ça ne te plaît pas, ingrat ? Prends tes affaires et retourne d'où tu viens. Même si tu dois mourir, tu n'auras pas autre chose : c'est ici ou rien.* »

Un chef de travaux les regarde s'installer. « *Ça devrait être le plus beau jour de leur vie, ils ont enfin un vrai logement et on dirait des prisonniers.* » En une dizaine d'années, Ali-Mendjeli est passé de 16 000 personnes à presque 200 000 : les trente-cinq bidonvilles de Constantine y sont relogés, l'un après l'autre. « *Tous les cannibales se retrouvent empilés là, sans aucune planification* », constate le chef de travaux. Des grues passent, balançant leur bras articulé, l'air est saturé de bruit et de poussière. Ali Mendjeli paraît un chantier permanent. Le chef dit : « *Ça va devenir la Colombie.* »

Dans les nouveaux appartements, aucun des « bidonvillois » ne parvient à dormir les premiers jours, trop de pièces, trop grandes, trop blanches. « *Remplis-moi la baignoire* », finit par demander Mohamed à sa femme. Il est intimidé. « *Des baignoires, je n'en avais vu qu'à la télé.* » Accroupie autour de la vasque, la famille regarde l'eau couler. Le père entre dans le bain. « *J'étais un dauphin, je suis resté tout l'après-midi.* » Chacun crie : « *Je veux mon tour.* » Et chacun l'a. Depuis, personne n'a plus repris de bain. La baignoire sert de réservoir, remplie à ras bord, « *en cas de problème* ». À travers tout l'appartement, des câbles de toutes sortes

zèbrent le plafond, à la manière de cordes à linge. Le père est électricien, la mère aurait voulu être prof. Aucun suivi social n'est prévu.

« Chacun veut être le chef »

À Ali-Mendjeli, il y a peu de commerces, quelques écoles, un terrain de football, parfois un ramassage d'ordures. Un coiffeur a remonté quatre planches, comme son ancien salon au bidonville. Selon lui, personne ne s'est installé là volontairement. « *Mais recevoir un appartement en Algérie, c'est une chose qui n'arrive pas deux fois dans la vie. En général, d'ailleurs, ça n'arrive même pas une fois.* »

Les deux commissariats ferment à 18 heures, les ambulances refusent de venir sans escorte policière. La nuit, chaque ancien bidonville affronte les autres en batailles rangées. « *La problématique est simple : chacun veut être le chef et contrôler les choses importantes, la drogue ou les pièces de voiture* », explique un gaillard en marcel. Il est surnommé « Marlon Brando ». C'est bien vu. Il répare une camionnette, musclé, barbouillé de cambouis, entouré d'enfants qui portent en triomphe un petit garçon aux dents cariées. « *Avant, on faisait des émeutes contre le régime. Maintenant, c'est entre nous, explique « Marlon Brando ». Ils nous ont jetés ici en disant : "Mangez-vous les uns les autres." C'est ce qui se passe.* »

Plus loin, on voit une décharge, puis une autre, puis un terrain vague, puis de nouvelles constructions. Deux cent mille habitants devraient encore arriver. Seules les entreprises turques arrivent à tenir le rythme, monter une carcasse d'immeuble en cinq jours. Aucune information n'est disponible sur leur respect des normes sismiques. La ville n'a plus ni représentant ni élu depuis que le maire du Khroub, la commune voisine, s'en est vu retirer la gestion après la présidentielle de 2014. Membre du Front des forces socialistes (FFS, le parti historique d'opposition), il avait soutenu la candidature d'Ali Benflis et pas d'Abdelaziz Bouteflika. Le chef de chantier lâche les chiens avant de quitter l'entrepôt. Il dit : « *Je travaille sur une*

bombe. Que Dieu nous garde. »

Plus d'autoroute

Pour repartir, il faut prendre le tunnel. Il est fermé, pas encore fini ou déjà effondré, le policier posté au rond-point ne sait pas. À présent, on roule sur un cimetière d'autoroute. Certains ponts n'ont qu'une demi-arche. D'autres enjambent le vide. Les voitures zigzaguent entre les lanières de revêtement.

Ça y est. Il n'y a plus d'autoroute. On roule sur la terre. Des gens marchent à pied.

À la Cour suprême, une instruction est en cours à la fois contre les consortiums japonais et chinois. Dix-huit personnes sont mises en examen, essentiellement pour corruption, les commissions versées à la signature pour l'attribution du chantier atteindraient 16 % de la facture. Pendant les travaux, 5,3 % supplémentaires auraient été versés. Le mécanisme est enfantin : les différentes administrations créent des contraintes, qu'il faut payer pour lever. La procédure a été ralentie, le temps de l'élection présidentielle. Selon un avocat, « les Japonais n'ont pas réussi à finir, parce qu'ils n'arrivaient pas à gérer les différentes lignes de corruption ».

Dans un café, à l'entrée de la nationale, le garçon les a vus s'enfuir « pendant la nuit, entourés de gardes du corps ». Il se demande si Abdelaziz Bouteflika se représentera à un cinquième mandat. Qu'est-ce qu'il pourrait encore promettre ? Le garçon ne réfléchit pas : « Le Mondial de football, s'il reste du pétrole. On en a pour quinze ans, il paraît. »

Il manque 121 km de terrassement jusqu'à la Tunisie. Je fais demi-tour. Je voudrais retourner à Sidi Hamed, où cent trois personnes furent égorgées en 1998.

Article paru du le quotidien Le Monde
paru le 6 août 2014



Une analyse toujours d'actualité pour mieux connaître Hassan Balawi, notre conférencier de décembre



Gaza : dans les coulisses du mouvement national palestiniens

Auteur

Hassan BALAWI,

En collaboration avec Michaël Prazan

Collection Impacts, Denoël

Parution octobre 2008

<http://www.gallimard.fr/Catalogue/DENOEL/Impacts/Gaza-dans-les-coulisses-du-mouvement-national-palestinien>

Quinze ans après les accords d'Oslo, le processus de paix israélo-palestinien est un échec. Comment en est-on arrivé là ? Comment quarante-cinq ans de lutte et quinze ans d'espoir ont-ils pu mener à l'impasse actuelle ?

Si les moindres péripéties du conflit ont été analysées en détail, si nombre de commentateurs ont écrit l'histoire de cette région placée sous haute surveillance depuis presque un siècle, rares sont les témoignages venus de l'intérieur même du mouvement national palestinien.

Le propos d'Hassan Balawi, membre de l'OLP et ancien journaliste de la télévision palestinienne, en est d'autant plus précieux. Il raconte ici pour la première fois le système Arafat tel qu'il l'a vu fonctionner in situ à Gaza. Lutttes fratricides, course pour le pouvoir, opérations militaires, manoeuvres médiatiques : les phases les plus significatives du mouvement vers l'indépendance encore introuvable d'un État palestinien sont ici disséquées sans aucune volonté propagandiste ni langue de bois. Car derrière la trame historique qui file le récit, c'est une véritable histoire secrète de l'OLP, avec ses échecs, ses errements et ses victoires, que livre Hassan Balawi, acteur et observateur éclairé du mouvement de libération palestinien.

Son propos, empreint de réalisme et de compréhension de l'autre, dans un contexte saturé de symboles et de diabolisations, apparaît à plus d'un titre révolutionnaire.

Intimement convaincu que l'existence d'Israël est désormais intangible, il rappelle la nécessité pour les Palestiniens d'accepter les réalités politiques pour enfin se libérer de l'histoire et de ses mythes et construire leur État. Lucide et pragmatique, Hassan Balawi propose une grille de lecture inédite, bien loin des trop simplistes constructions idéologiques, et laisse entrevoir, par sa seule liberté de parole, la fragile possibilité de la paix.

Hassan BALAWI est diplomate.

Hassan Balawi travaille depuis 1991 pour l'Organisation de Libération de la Palestine et également pour l'Autorité Nationale Palestinienne comme journaliste. Il occupe également les fonctions de membre de la Présidence Palestinienne à Gaza.

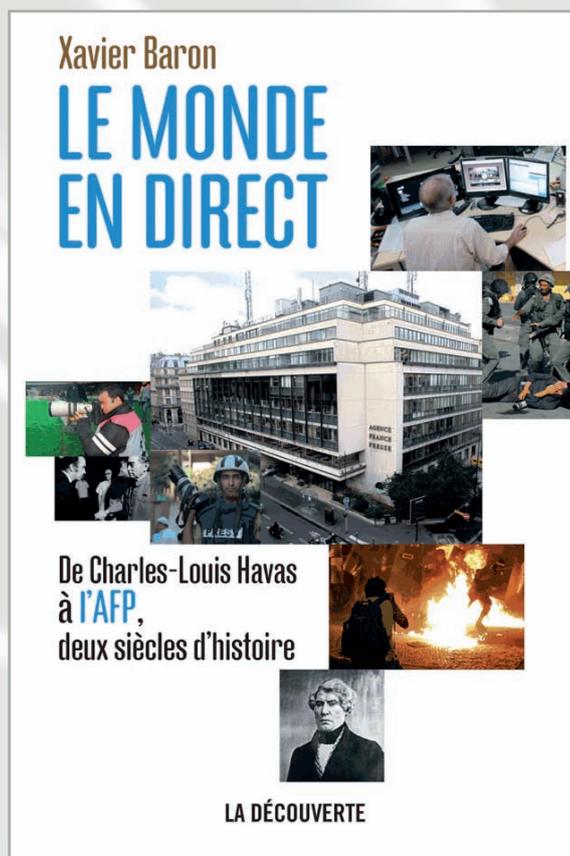
Ancien directeur du programme francophone au sein de la télévision palestinienne, il est également en charge, depuis août 2006, de la communication à la Mission de Palestine en France ainsi qu'auprès de l'UNESCO.

Il devient conseiller au ministère palestinien des Affaires étrangères à Ramallah, et y occupe les fonctions de directeur à la Direction des expatriés.

Il est depuis quelques mois responsable de la Mission de Palestine auprès de l'Union Européenne, de la Belgique et du Luxembourg et Responsable des relations bilatérales avec la Belgique et le Luxembourg.



Xavier Baron, notre conférencier de novembre, vous fait découvrir L'AFP de 1835 à aujourd'hui



Le monde en direct De Charles-Louis Havas à l'AFP, deux siècles d'histoire

Auteur

Xavier BARON,

Collection Cahiers libres

Editions La Découverte

Parution août 2014

http://www.editions-ladecouverte.fr/catalogue/index-Le_monde_en_direct-9782707174307.html

En 1835, Charles-Louis Havas décide de rassembler des informations en provenance du monde entier, de les traduire et de les vendre. C'est ainsi que naît à Paris la première agence d'information, l'Agence Havas, qui deviendra l'Agence France-Presse (AFP) après la Seconde Guerre mondiale. Première entreprise à avoir une stratégie internationale de développement, elle est présente sur tous les fronts : pendant la guerre de Crimée, à Paris assiégé par les Prussiens en 1871, en Espagne pendant la guerre civile, en Syrie depuis la révolte de 2011... Son histoire est émaillée de scoops comme la mort de Staline en 1953, le drame des Jeux olympiques de Munich en 1972 ou la disqualification de Ben Johnson au 100 mètres des JO de Séoul en 1988.

Toujours à la pointe des technologies de la communication - jusqu'à la révolution numérique -, l'AFP est devenue la plus grande entreprise de presse française. Elle diffuse chaque jour dans le monde cinq mille dépêches en six langues, deux mille photos, deux cents vidéos et des productions multimédia, grâce à plus de deux mille collaborateurs de quatre-vingts nationalités différentes.

Le Monde en direct raconte l'aventure exceptionnelle et passionnante de cette entreprise et de ses collaborateurs qui ont su, au gré de l'Histoire et malgré les vicissitudes, maintenir une ambition mondiale : fournir en permanence, partout dans le monde, une information fiable, vérifiée et immédiate.

plus d'informations sur :

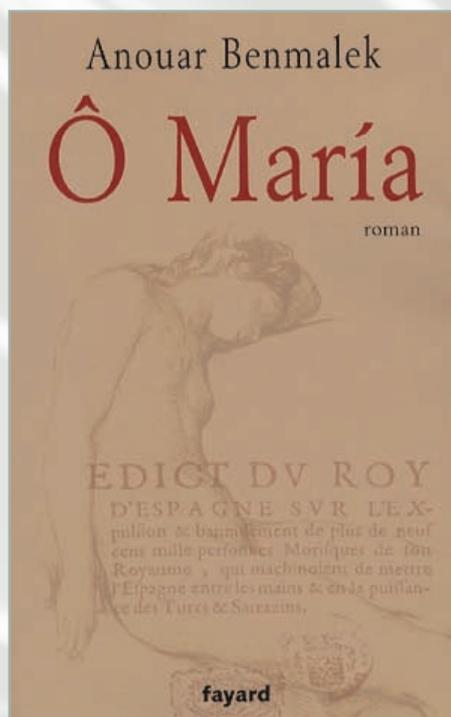
<http://culturebox.francetvinfo.fr/livres/essais-documents/lafp-a-70-ans-le-monde-en-direct-de-xavier-baron-retrace-son-histoire-161897>

Xavier Baron a été journaliste à l'AFP de 1966 à 2007, en République Centrafricaine, au Vietnam, au Cambodge, à Beyrouth, à Bangkok ; il a créé la direction régionale de l'AFP pour le Proche-Orient à la fin des années 1980. Il est l'auteur, notamment, de Les Palestiniens, genèse d'une nation (Le Seuil), Israël 1948 (Hoëbeke), L'Atlas géostratégique du Proche et du Moyen-Orient (Perrin), Les conflits du Proche-Orient (Perrin).



Où la barbarie d'hier rejoint celle d'aujourd'hui

le vent romanesque de l'histoire nous emmène au coeur du XVII^{ème} siècle



Ô Maria

Auteur

Anouar BENMALEK

Éditions Fayard

Disponible en Livre de Poche

Parution août 2006

<http://www.livredupoche.com/o-maria-anouar-benmalek-9782253122692>

Ô *Maria*, le dernier roman d'Anouar Benmalek, prend pour toile de fond l'Espagne du début du dix-septième siècle, période où s'achève le formidable nettoyage ethnique entamé un peu plus d'un siècle plus tôt, après la chute du royaume de Grenade qui tourna définitivement la page du pouvoir islamique après sept siècles de domination.

Il a le mérite d'éclairer un épisode, dédaigné par la mémoire collective européenne, qui provoqua l'exil ou la mort de près de trois millions de musulmans.

Dupés par les rois Ferdinand et Isabelle la Catholique dont la garantie donnée aux vaincus de pouvoir pratiquer librement leur culte ne fut jamais respectée, les musulmans d'Espagne furent spoliés, menacés, humiliés, parqués dans les bas-fonds des villes, écartés des hautes charges par le décret de la «pureté du sang». Et, dès 1502, dix ans après les Juifs, furent à leur tour contraints à l'exil ou à la conversion.

Pour retracer la vie de son héroïne, Anouar Benmalek s'est inspiré de la destinée de Gérònima La Zalemona, musulmane devenue chrétienne, comme des milliers d'autres, et qui vécut la tragique expulsion des Morisques.

Et le titre du roman, Ô *Maria*, n'est pas sans évoquer le massacre des villageois d'Omara, par des terroristes islamistes algériens (en 1997), perpétré dans des violences insoutenables dont l'intensité, sinon l'ampleur, fut à la hauteur des atrocités commises dans l'Espagne de l'Inquisition.

Je doute que ce soit un hasard, l'auteur, algérien résidant en France, centrant son ouvrage sur la dénonciation de la «cruauté des hommes et de leur Dieu béat qui permet et suscite l'abominable».

Ce livre s'attaque en effet, avec violence et dérision, à la barbarie, à son cortège de brutalités, d'humiliations, de tortures, de meurtres et de viols engendrés par le fanatisme religieux. D'où des propos rudes et volontiers blasphématoires à l'encontre des religions, tant chrétienne que musulmane dont il dénonce la vision de la femme et l'arnaque du Paradis.

Le livre fut jugé sacrilège par une partie de la presse algérienne qui appela à son boycott, l'accusant de porter atteinte à l'islam.



Bulletin d'adhésion à l'association Euromed-IHEDN

Bulletin à compléter et à renvoyer en joignant votre règlement par chèque à l'ordre de association Euromed-IHEDN
à l'adresse suivante : EUROMED-IHEDN chez COUSTILLIÈRE - 48, rue Gimelli - 83000 TOULON

Nom Prénom

Prénom du conjoint *si adhésion en couple*

Adresse

Code postal Ville

Courriel

Tél. Fax

Je souhaite devenir membre actif de l'association Euromed-IHEDN

et règle la cotisation annuelle d'un montant de *cocher la case correspondant à votre choix :*

60 € (une personne) 90 € (couple) Etudiant (gratuit)

Cette qualité d'adhérent donne lieu à l'attribution d'une carte de membre actif d'Euromed-IHEDN
valable pour la durée du cycle en cours (de septembre 2014 à juillet 2015).

Je soutiens l'association et j'accompagne mon adhésion d'un don bénéficiant de la déduction fiscale

SEULS LES DONNS (en dehors de la cotisation annuelle) permettent de bénéficier de la déduction fiscale,
POUR UN PARTICULIER la réduction d'impôt est de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable
l'association vous délivrera un reçu en application du rescrit fiscal codifié à l'article L80C du Livre des Procédures fiscales.

un don de **100 €** ne vous coûtera réellement que **34 €**

Je souhaite soutenir l'association pour le cycle en cours

je complète mon adhésion par un don d'un montant de

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de association Euromed-IHEDN

